

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°18-2023-03-008

PUBLIÉ LE 23 MARS 2023

# Sommaire

## **Agence Régional de Santé - Direction Départementale 18 / POSMS**

18-2023-03-23-00001 - Arrêté n°2023-DD18-PPSMS-CSU-0003 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de George Sand de Bourges dans le Cher (5 pages)

Page 3

## **Direction Départementale des Territoires 18 / SER**

18-2023-03-23-00002 - AP n°DDT-2023-052 portant autorisation d'opérations administratives de dérangement et de destruction de sangliers en vue de la protection des parcelles à rendement agricole du 1er avril au 31 mai 2023 (10 pages)

Page 9

Agence Régional de Santé - Direction  
Départementale 18

18-2023-03-23-00001

Arrêté n°2023-DD18-PPSMS-CSU-0003 modifiant  
la composition nominative du conseil de  
surveillance du centre hospitalier de George  
Sand de Bourges dans le Cher

**ARRETE**

modifiant la composition nominative du conseil de surveillance  
du Centre Hospitalier de George Sand de Bourges dans le Cher

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

**VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jérôme VIGUIER en tant que directeur général de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire à compter du 30 janvier 2023 ;

**VU** la décision n°2017-DG-DS18-0002 du 1<sup>er</sup> septembre 2017 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire à Monsieur Bertrand MOULIN en tant que délégué départemental de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire pour le département du Cher ;

**VU** l'arrêté n° 10-OSMS-CSU-18-0004 du 3 juin 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2012-DT18-OSMS-CSU-0183 du 20 novembre 2012 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2014-DT18-OSMS-CSU-0014 du 9 juillet 2014 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2015-DT18-OSMS-CSU-0012 du 24 avril 2015 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2015-DT18-OSMS-CSU-0013 du 26 mai 2015 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2015-DT18-OSMS-CSU-0030 du 14 octobre 2015 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2015-DT18-OSMS-CSU-0047 du 11 décembre 2015 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2016-DD18-OSMS-CSU-0013 du 26 février 2016 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** la délibération n°9 du conseil communautaire de Bourges Plus du 27 juin 2016 portant désignation de Madame Mireille GARON en remplacement de Madame Nicole LOZÉ ;

**VU** l'arrêté n° 2016-DD18-OSMS-CSU-0025 du 12 juillet 2016 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2019-DD18-OSMS-CSU-0010 du 4 octobre 2019 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2019-DD18-OSMS-CSU-0024 du 10 décembre 2019 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DD18-OSMS-CSU-0002 du 12 février 2020 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DD18-OSMS-CSU-0014 du 16 octobre 2020 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DD18-OSMS-CSU-0025 du 08 décembre 2020 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges.

**VU** l'arrêté n°2021-DD18-OSMS-CSU-0015 du 04 octobre 2021 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges.

**VU** l'arrêté n°2021-DD18-OSMS-CSU-0023 du 26 novembre 2021 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges.

**VU** l'arrêté n°2022-DD18-OSMS-CSU-0001 du 1<sup>er</sup> février 2022 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de George Sand de Bourges dans le Cher.

**VU** l'arrêté n°2022-DD18-OSMS-CSU-0005 du 4 mai 2022 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de George Sand de Bourges dans le Cher.

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont désignés pour siéger au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier George Sand de Bourges

## **I- Membres avec voix délibérative :**

### **En qualité de représentants des collectivités territoriales :**

- Madame Solange MION, représentante de la commune de Vierzon ;
- Madame Magali BESSARD, représentante du maire de la commune de Bourges ;
- Mesdames Irène FELIX, représentante de communauté d'agglomération de Bourges Plus et Marie-Pierre CASSARD, représentante de la Communauté de communes de Vierzon-Sologne-Berry ;
- Madame Clarisse DULUC, représentante du conseil départemental du Cher.

### **En qualité de représentants du personnel :**

- Madame le docteur Amandine DUBOIS et Monsieur le docteur Adnan CHAFIER, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- Monsieur Adrien GOBRON et Madame Habiba AZOUZI, représentants désignés par les organisations syndicales ;
- Madame Mélissa GAGNEUX, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médicot techniques.

### **En qualité de personnalités qualifiées :**

- Madame le docteur Maryse CLASQUIN et Monsieur Robert MORISSE, personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;
- Madame Marie-Thérèse GUILLEMIN (UNAFAM) et Monsieur Vincent FONSAGRIVE (GEDHIF), représentants des usagers désignés par le Préfet du Cher ;
- Monsieur Jean-Paul VADROT, personnalité qualifiée désignée par le Préfet du Cher.

## **II- Membres avec voix consultative :**

- Le vice-président du directoire du centre hospitalier George Sand de Bourges ;
- Le directeur général de l'Agence régionale de santé du Centre-Val de Loire ou son représentant ;
- Le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Cher ;
- Monsieur François CORMIER-BOULIGEON, député de la circonscription du centre hospitalier George Sand de Bourges ;
- Monsieur Laurent PRIOUX, représentant des familles des personnes accueillies dans les USLD ou en EHPAD.

ARTICLE 2 : Le mandat des intéressés prendra fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés.

ARTICLE 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la région Centre-Val de Loire.

ARTICLE 4 : Le directeur du centre hospitalier George Sand de Bourges et le directeur départemental du Cher de l'Agence régionale de santé du Centre-Val de Loire sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Centre-Val de Loire et au recueil des actes administratifs du département du Cher.

Fait à Bourges, le 23 mars 2023  
Pour le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Centre-Val de Loire  
Le directeur départemental du Cher,  
Signé : Bertrand MOULIN

Arrêté n°2023-DD18-PPSMS-CSU-0003 enregistré le 23 mars 2023



Direction Départementale des Territoires 18

18-2023-03-23-00002

AP n°DDT-2023-052 portant autorisation  
d opérations administratives de dérangement et  
de destruction de sangliers en vue de la  
protection des parcelles à rendement agricole  
du 1er avril au 31 mai 2023

**Arrêté préfectoral n° DDT-2023-052**

portant autorisation d'opérations administratives de dérangement et de destruction de sangliers  
en vue de la protection des parcelles à rendement agricole  
du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai 2023

Le Préfet du Cher  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.427-1 à L.427-7, R.427-1 à R.427-4 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et de la reprise du gibier vivant dans le but de repeuplement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-1012 du 5 août 2019 fixant le nombre et portant désignation des circonscriptions de louveterie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-1445 du 27 novembre 2019 portant nomination des lieutenants de louveterie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2024 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié n° 2011-1-1573 du 15 novembre 2011 portant réglementation des bruits du voisinage dans le département du Cher (ARS) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-163 du 14 juin 2022 fixant le cadre de l'organisation des mesures administratives de régulation des sangliers du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-1579 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 accordant délégation de signature à M. Eric DALUZ, directeur départemental et à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

**Vu** la demande de M. le président de la Chambre d'agriculture d'autoriser des mesures administratives pendant la période de fermeture de la chasse au sanglier, en vue de la protection des parcelles à rendement agricole le 10 mars 2023 ;

**Vu** la demande de M. le président de la Fédération départementale des chasseurs du Cher du 7 février 2023 ;

**Vu** l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs du Cher du 22 février 2023 ;

**Vu** la consultation du public qui s'est déroulée du 22/02 au 15/03/2023 ;

**Considérant** l'importance des dégâts provoqués par les sangliers sur le territoire du département du Cher ;

**Considérant** qu'il importe de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires propres à protéger les cultures et à limiter les dégâts occasionnés par les sangliers sur les parcelles à rendement agricole en période où le sanglier ne peut pas être chassé ;

**Considérant** qu'il convient de permettre une intervention des lieutenants de louveterie sur et aux alentours de parcelles sur lesquelles des dégâts sont déclarés ou signalés à la Fédération départementale des chasseurs du Cher ;

**Considérant** qu'il convient d'intervenir aux périodes où les sangliers sortent le plus dans les parcelles à rendement agricole, en particulier la nuit ;

**Considérant** que les fusées lancées sont utilisées en vue de protéger des plantes, y compris hors des créneaux horaires fixés dans l'article 11 de l'arrêté préfectoral 2011-1-1573 cité ci-dessus ;

**Sur** proposition de monsieur le directeur départemental,

## **A R R Ê T E :**

### **Article 1er : mesures mises en œuvre par les lieutenants de louveterie**

Chaque lieutenant de louveterie, est chargé, à titre individuel, de détruire à tir les sangliers afin de protéger les parcelles à rendement agricole de sa circonscription.

Il peut intervenir :

- pour toutes les parcelles autorisées au titre des articles 2.1 et 2.2,
- sur demande de la Fédération départementale des chasseurs suite au dépôt d'une déclaration de dégâts sur une parcelle,
- sur demande adressée à la direction départementale des territoires (DDT) et au lieutenant de louveterie (adresse mail précisée en annexe 3) pour des parcelles identifiées dans le formulaire de demande joint en annexe 1 du présent arrêté. Cette double diffusion a pour objectif de permettre une intervention sans délais si l'urgence le rend nécessaire, y compris en dehors des heures d'ouverture de la DDT et le week-end.

Il organisera des interventions, dans la mesure du possible, en tout temps et par tout moyen, y compris la nuit, entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 mai 2023, sur et aux alentours des parcelles à rendement agricole désignées ci-dessus, situées sur le territoire de sa circonscription.

En cas d'empêchement, le lieutenant de louveterie pourra, sur sa demande, et après avoir informé la DDT par écrit, se faire remplacer par l'un des 12 autres lieutenants de louveterie du département du Cher.

Le lieutenant de louveterie pourra se faire assister par toute personne désignée par ses soins et sous son entière responsabilité. Les personnes désignées par ses soins seront autorisées à tirer uniquement en cas d'intervention de jour. En cas d'intervention de nuit, seuls les lieutenants de louveterie seront autorisés à tirer, les personnes les assistant ne pourront que porter une source lumineuse mobile ou conduire le véhicule automobile.

Durant ces opérations :

- l'usage de véhicules est autorisé. Ils ne devront pas être en mouvement au moment du tir.
- pour des raisons de sécurité, l'utilisation d'un gyrophare sur le véhicule est permise,
- toute arme de chasse pourra être transportée montée et chargée à bord d'un véhicule en dehors de son étui,
- les tirs s'effectueront à balles ou par chevrotines selon les instructions des lieutenants de louveterie,
- l'usage d'appareils d'intensification ou d'amplification de lumière, qui peuvent être mis en œuvre sans l'aide des mains, est autorisé,
- l'usage du drone est autorisé afin de surveiller, sécuriser et orienter les opérations,
- à titre exceptionnel, le tir depuis les voies publiques est autorisé. Dans ce cadre le lieutenant de louveterie devra préalablement s'assurer qu'aucun usager ne se trouve en approche sur les voies de circulation situées dans le périmètre de son intervention. Dans le cas contraire, tout tir devra être proscrit.

Les animaux abattus seront remis en priorité aux exploitants agricoles victimes de dégâts de sangliers ou aux détenteurs du droit de chasse du lieu de destruction ou, à défaut, aux personnes désignées par le lieutenant de louveterie ou son remplaçant, uniquement pour leur consommation personnelle.

Le lieutenant de louveterie préviendra, préalablement à chaque opération, et le plus tôt possible, la direction départementale des territoires ([ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr)), le service départemental de l'Office français de la biodiversité du Cher ([sd18@ofb.gouv.fr](mailto:sd18@ofb.gouv.fr)), la Fédération départementale des chasseurs du Cher ([fdc18@chasseurdefrance.com](mailto:fdc18@chasseurdefrance.com)), la brigade de gendarmerie ou le commissariat de police territorialement compétent, ainsi que le(s) maire(s) de la (des) commune(s) concernée(s).

Il est possible de prévenir simultanément de plusieurs dates d'opérations.

Le lieutenant de louveterie, ou son remplaçant, adressera à la direction départementale des territoires (mél : [ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr)), avant le 15 juin 2023, un compte-rendu selon le modèle fixé en annexe 2 du présent arrêté.

## **Article 2 : mesures mises en œuvre par les particuliers**

### Article 2.1 : tirs de destruction de 2 h avant le lever jusqu'à 2 h après le coucher du soleil

Sur les parcelles à rendement agricole, les exploitants agricoles peuvent faire procéder à des tirs, à l'affût ou à l'approche, à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après le coucher du soleil, de l'espèce sanglier uniquement.

L'utilisation de toute source lumineuse est interdite.

Ces tirs sont autorisés sur la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai 2023, sous réserve de l'obtention d'une autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires.

Cette autorisation aura pour conséquence de permettre en plus une intervention du lieutenant de louveterie sur et aux alentours des parcelles à rendement agricole concernées, y compris la nuit sur la même période.

La demande d'autorisation individuelle est faite par le détenteur du droit de chasse, sur demande ou après information de l'exploitant agricole (selon le modèle joint en annexe 1 du présent arrêté).

Cette demande sera déposée via l'adresse : [ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr).

**En cas de refus du détenteur du droit de chasse de procéder, ou faire procéder, à des tirs de destruction, l'exploitant agricole en informera la Direction départementale des territoires afin qu'il puisse lui-même procéder à la demande dans les conditions fixées dans le présent article.**

Le nombre de tireur est limité à un. Jusqu'à trois personnes peuvent être nommées pour le remplacer.

Lorsque la surface d'une parcelle le justifie (supérieure à 25 ha), le tireur pourra se faire assister par 3 tireurs supplémentaires.

Les tireurs devront être porteurs de leur permis de chasser, visé et validé pour le lieu et la saison en cours.

Pour des raisons de sécurité :

– si plusieurs tireurs interviennent sur la même parcelle dont la superficie est supérieure à 25 ha, le tir devra être réalisé uniquement à poste fixe. L'installation de miradors de tir est obligatoire, leur emplacement devra être connu par les tireurs participants à l'opération.

– si un tireur pratique la chasse à l'approche sur une parcelle, il devra opérer seul sur ladite parcelle.

Le tir à balle est obligatoire.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises par le permissionnaire.

Ces opérations de régulation, réalisées dans le cadre de la protection de parcelles à rendement agricole, ne pourront donner lieu à aucune opération commerciale. La venaison ne pourra être transportée qu'au domicile du détenteur du droit de chasse, de l'exploitant agricole concerné ou du tireur mandaté.

Une coordination entre cette mesure de tir de destruction, 2 heures avant le lever et 2 heures après le coucher du soleil, et la destruction à tir par le lieutenant de louveterie sera organisée par ce dernier. Le lieutenant de louveterie contactera le pétitionnaire pour le prévenir d'une action de sa part. Les deux mesures ne devront pas être mises en œuvre en même temps.

Le permissionnaire devra réaliser un compte-rendu à l'issue de cette période de régulation et le retourner à la direction départementale des territoires, selon le modèle fixé en annexe 2 du présent arrêté, avant le 15 juin 2023.

#### Article 2.2 : effarouchements nocturnes des sangliers

Sur les parcelles à rendement agricole, les exploitants agricoles peuvent faire procéder, de nuit, à la recherche des sangliers à l'aide de sources lumineuses mobiles et à leur effarouchement à l'aide de pistolets « lance-fusée ». Une distance minimum de 200 mètres vis-à-vis des lieux habités est requise.

Ces actions d'effarouchement nocturnes sont autorisées sur la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai 2023, sous réserve d'obtention d'une autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires.

Cette autorisation aura pour conséquence de permettre en plus une intervention du lieutenant de louveterie sur et aux alentours des parcelles à rendement agricole concernées, y compris la nuit sur la même période.

La demande d'autorisation individuelle est faite par le détenteur du droit de chasse, sur demande ou après information de l'exploitant agricole (selon le modèle joint en annexe 1 du présent arrêté).

Cette demande sera déposée via l'adresse : [ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr).

En cas de refus du détenteur du droit de chasse de procéder, ou faire procéder, à des effarouchements nocturnes, l'exploitant agricole en informera la direction départementale des territoires afin qu'il puisse lui-même procéder à la demande dans les conditions fixées dans le présent article.

Le demandeur sera autorisé à constituer une équipe par exploitation agricole, composée d'un tireur et au plus de trois aides : deux portant chacune une source lumineuse mobile, la troisième conduisant le véhicule automobile. Le véhicule ne sera pas en mouvement au moment du tir d'effarouchement. Seule la personne désignée comme tireur est autorisée à faire usage du pistolet lance-fusée.

L'équipe sera autorisée à intervenir uniquement dans les parcelles à rendement agricole désignées dans la demande.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises par le permissionnaire.

Une coordination entre cette mesure de recherche et effarouchement et la destruction à tir par le lieutenant de louveterie sera organisée par ce dernier. Le lieutenant de louveterie contactera le pétitionnaire pour le prévenir d'une action de sa part. Les deux mesures ne devront pas être mises en œuvre en même temps. La mesure de recherche et effarouchement ne devra pas être mise en œuvre au même moment.

Le permissionnaire devra réaliser un compte-rendu à l'issue de cette période de régulation et le retourner à la direction départementale des territoires, selon le modèle fixé en annexe 3 du présent arrêté, avant le 15 juin 2023.

**Article 3** – Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au colonel commandant le groupement de gendarmerie, au commandant divisionnaire fonctionnel de police, au chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, au président de la Fédération départementale des chasseurs, aux lieutenants de louveterie et aux maires des communes du département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et diffusé sur le site internet départemental de l'État ([www.cher.gouv.fr](http://www.cher.gouv.fr)).

Bourges, le 23 mars 2023

Pour le préfet, et par délégation,  
Le directeur,

*signé*

Eric DALUZ

**Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



Demande d'autorisation pour protéger des parcelles à rendement agricole entre avril et mai 2023

<b>CASE(S) A COCHER</b>	<input type="checkbox"/> <b>tirs de destruction individuelle des sangliers</b> et intervention d'un lieutenant de louveterie
	<input type="checkbox"/> <b>mesures d'effarouchement</b> et intervention d'un lieutenant de louveterie
	<input type="checkbox"/> <b>intervention d'un lieutenant de louveterie uniquement</b>

Dépôt de la demande sur : [ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr)

Je soussigné, (nom-prénom) :

Adresse :

Code postal – Commune :

Téléphone (fixe / portable) :

Courriel @ :

**Déclare être :**

**représentant de l'exploitation agricole** désignée ci-dessous, ayant préalablement recueilli le désistement du détenteur du droit de chasse sur les territoires visés par la présente demande

désignation du détenteur de droit de chasse

**détenteur du droit de chasse** sur les parcelles agricoles de l'exploitation désignée ci-dessous et visées par la présente demande

désignation de l'exploitation agricole (EARL, SCEA...)

**Demande à protéger les parcelles à rendement agricole (cultures ou prairies) que j'exploite / qu'il exploite.**

**Déclare la date ou la période prévisionnelle des semis :**

J'indique ci-dessous les parcelles à protéger :

N° de parcelle	Commune(s) de situation - Lieu(x)-dit(s)	n° îlot PAC ou Parcelle cadastrale	Superficie (ha)	Nature de la parcelle à protéger (type de culture ou prairie)
1				
2				
3				
4				
5				
6				

(compléter sur papier libre si la demande porte sur plus de 6 parcelles)

**- PAR DES TIRS DE DESTRUCTION DU SANGLIER de 2 h avant le lever et jusqu'à 2 h après le coucher du soleil :**

**Rappel : le lieutenant de louveterie est aussi susceptible d'intervenir sur les parcelles désignées, y compris la nuit.**

Les tireurs seront les suivants (4 maximum) :

Equipe	Titulaire	Remplaçant ou assistant n° 1	Remplaçant ou assistant n° 2	Remplaçant ou assistant n° 3
Nom				
Prénom				
Adresse				
CP+commune				

**- PAR EFFAROUCHEMENT NOCTURNE DES SANGLIERS :**

**Rappel : le lieutenant de louveterie est aussi susceptible d'intervenir sur les parcelles désignées, y compris la nuit.**

Les membres de l'équipe d'effarouchement seront (4 maximum) :

Equipe	Nom	Prénom	Adresse	CP+commune
Tireur				
Accompagnant n° 1				
Accompagnant n° 2				
Accompagnant n° 3				

**Je m'engage** à transmettre à la Direction départementale des territoires du Cher un compte-rendu selon le modèle fixé, **avant le 15 juin 2023**.

**- PAR INTERVENTION DU LIEUTENANT DE LOUVETERIE UNIQUEMENT (adresser la demande en copie au lieutenant de louveterie à l'adresse précisée en annexe 3).**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature



## ANNEXE 2 : modèles de mail de bilan

à transmettre à la Direction départementale des territoires du Cher ([ddt-chasse@cher.gouv.fr](mailto:ddt-chasse@cher.gouv.fr))  
avant le 15 juin 2023

- Pour les mesures mises en œuvre par les lieutenants de louveterie [article 1] :

« Dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° DDT-2023-052 m'autorisant à effectuer des tirs de sangliers, j'ai l'honneur de vous récapituler, pour chaque sortie :

- date,
- nom du demandeur,
- nom et résidence des personnes ayant participé à ces opérations,
- nombre de sangliers vus et tués,

- Pour les mesures mises en œuvre par les particuliers :

- Pour les tirs de destruction jusqu'à 2 h avant le lever et 2 h après le coucher du soleil [article 2.1] :

« Dans le cadre de l'arrêté préfectoral du (date) m'autorisant à effectuer des tirs de sangliers, j'ai l'honneur de vous transmettre mon bilan dans le tableau suivant :

date	préciser titulaire (T) ou remplaçant (R 1-2-3) ou assistant (A1-2-3)	nombre de sangliers vus	nombre de sangliers tués
(...)			
TOTAL			

»

- Pour les effarouchements nocturnes des sangliers [article 2.2] :

« Dans le cadre de l'arrêté préfectoral du (date) m'autorisant à rechercher des sangliers à l'aide de sources lumineuses mobiles et à les effaroucher à l'aide de pistolets « lance-fusée », j'ai l'honneur de vous transmettre mon bilan dans le tableau suivant :

date	préciser participant titulaire (T), Accompagnant (A1-2-3)	nombre de sangliers vus	nombre de fusées tirées
(...)			

»

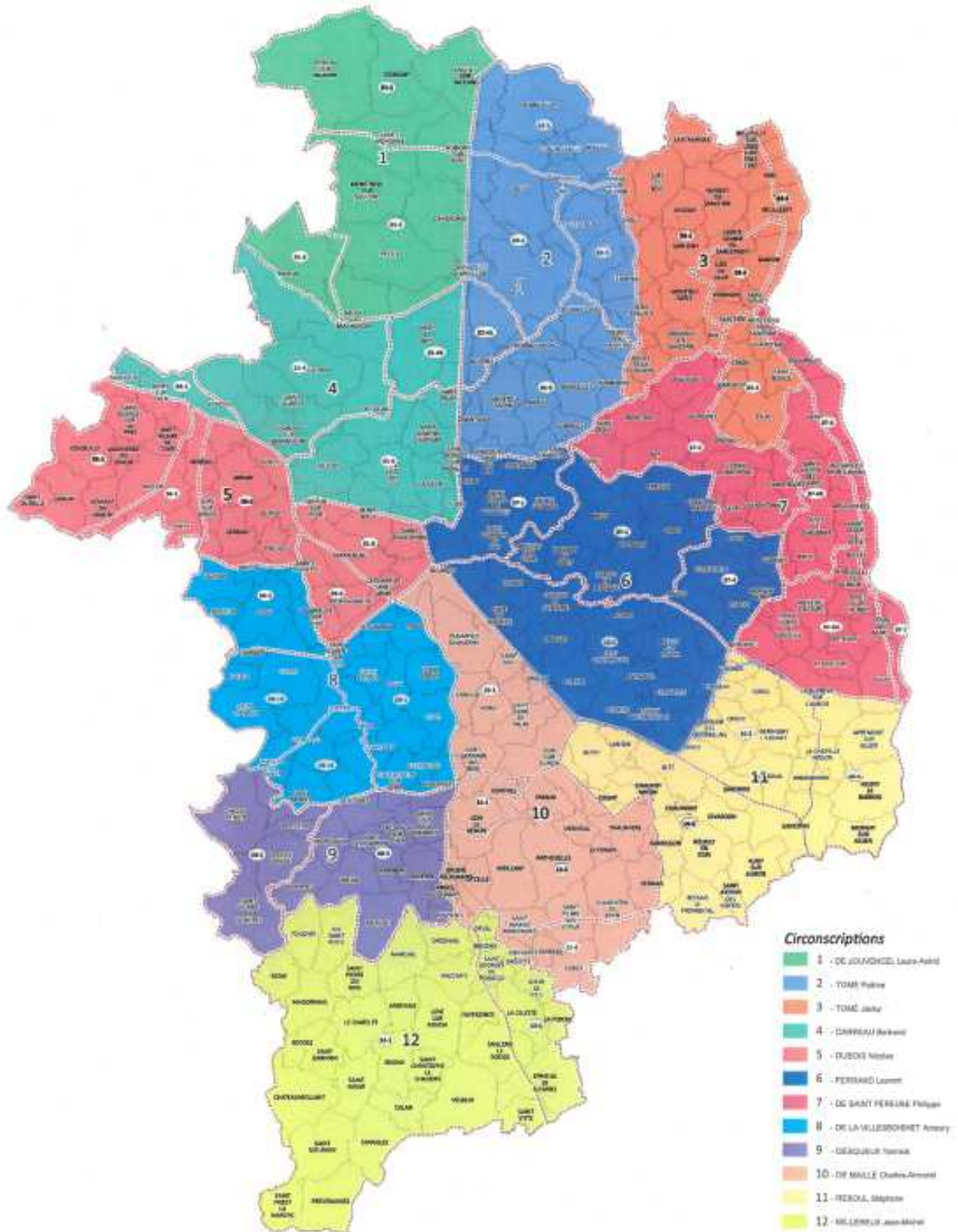
**ANNEXE 3 : coordonnées des lieutenants de louveterie**

Circonscription	Nom	Tél	Adresse mel
1 <sup>ère</sup>	Laure-Astrid DE JOUVENCEL	06.03.10.59.59	<a href="mailto:mardessonla@yahoo.fr">mardessonla@yahoo.fr</a>
2 <sup>ème</sup>	Patrice TOMÉ	06.33.42.30.56	<a href="mailto:pmr.tome@orange.fr">pmr.tome@orange.fr</a>
3 <sup>ème</sup>	Jacky TOMÉ	06.07.87.04.56	<a href="mailto:jacky.tome@orange.fr">jacky.tome@orange.fr</a>
4 <sup>ème</sup>	Bertrand CARREAU	06.74.23.78.16	<a href="mailto:bertrand-carreau@orange.fr">bertrand-carreau@orange.fr</a>
5 <sup>ème</sup>	Nicolas DUBOIS	06.61.11.87.90	<a href="mailto:dubois.nicolasj@gmail.com">dubois.nicolasj@gmail.com</a>
6 <sup>ème</sup>	Laurent FERRAND	06 60 90 60 33	<a href="mailto:laurent.ferrand0758@orange.fr">laurent.ferrand0758@orange.fr</a>
7 <sup>ème</sup>	Philippe DE SAINT PÉREUSE	06.07.87.49.23	<a href="mailto:ptdsp@outlook.fr">ptdsp@outlook.fr</a>
8 <sup>ème</sup>	Amaury DE LA VILLESBOISNET	06.16.33.21.50	<a href="mailto:adlvb@free.fr">adlvb@free.fr</a>
9 <sup>ème</sup>	Yannick DESQUEUX	06.07.72.44.56	<a href="mailto:yannick.desqueux@orange.fr">yannick.desqueux@orange.fr</a>
10 <sup>ème</sup>	Charles-Armand DE MAILLÉ	06.11.78.56.38	<a href="mailto:domainedacon@wanadoo.fr">domainedacon@wanadoo.fr</a>
11 <sup>ème</sup>	Stéphane REBOUL	06.09.16.30.83	<a href="mailto:reboul.traiteur@wanadoo.fr">reboul.traiteur@wanadoo.fr</a>
12 <sup>ème</sup>	Jean-Michel MILLEREUX	06.71.45.62.65	<a href="mailto:millereuxjeanmichel@gmail.com">millereuxjeanmichel@gmail.com</a>

## Département du cher

### Circonscriptions des lieutenants de louveterie

#### 2020-2024



- Circonscriptions**
- 1 - DE JOURVILLE Louis-Pierre
  - 2 - TOAM Patrice
  - 3 - TOAM Jacky
  - 4 - CHIFFREAU Bertrand
  - 5 - DUBOIS Nicolas
  - 6 - PERRAUD Laurent
  - 7 - DE SAINT PERSURE Philippe
  - 8 - DE LA VILLEBOISNET Arseny
  - 9 - DESQUEUX Yannick
  - 10 - DE MAILLE Charles-Armand
  - 11 - REBOUL Stéphane
  - 12 - BELLEFÈRE Jean-Michel
- Autres couches**
- Unité de gestion sanglier
  - Limites communales

0 5 10 15 km